

<https://www.xn--lecanardrepublicain-jwb.net/spip.php?article868>



MANIFESTE DU 20 MARS 2019, 480ème anniversaire de l'Ordonnance de Villers-Cotterêts officialisant la langue française

Date de mise en ligne : jeudi 21 mars 2019



- Résistances -

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

ENSEMBLE, NOUS ACCUSONS !

Dans le silence complice des grands médias, l'entreprise visant à marginaliser notre langue en tous domaines, à lui *substituer* l'anglo-américain de la mondialisation financière (le *globish*), à refouler peu à peu la « langue de la République » (art. II de la Constitution) dans l'espace « domestique », est en passe de *franchir un seuil potentiellement irréversible*. Ce basculement s'opère sous l'impulsion de l'oligarchie financière et sous l'égide du pouvoir politique à sa dévotion.

Pour ne prendre que deux exemples qui font suite à la Loi Fioraso de 2013 (officialisation par le gouvernement Hollande de l'enseignement *en anglais* à l'Université),

- ▶ Renault et PSA viennent *illégalement* de basculer toute leur documentation technique interne à l'anglais et des pressions s'exercent sur certains ingénieurs de PSA pour qu'ils consentent à travailler désormais en anglais en France même.
- ▶ Sans qu'il y ait eu le moindre débat de fond dans le pays ou au Parlement, sur le conseil d'experts d'une flagrante partialité et sur la base d'une « expérimentation » pédagogique à peine engagée, *le ministère de l'Éducation nationale claironne sa volonté d'enseigner désormais non pas l'anglais, mais en anglais différentes matières de la maternelle à l'Université* ; l'Inspecteur d'académie de l'Essonne ne cache même pas que le but poursuivi est de faire de l'anglais une « langue native » (anglicisme dissimulant le mot juste : une *langue maternelle* bis... pour commencer !) en France de façon que, dès leur plus jeune âge, les enfants parlent et pensent *en anglais*. Étant donné que des mesures analogues sont appliquées dans d'autres pays de l'UE, combien de temps faudra-t-il pour que les langues nationales autres que l'anglais soient éliminées ou réduites au rang de patois au profit du seul idiome qui comptera alors vraiment au mépris de la diversité des peuples et des cultures ? Où et quand ce projet d'*arrachage linguistique géant* travesti en « plurilinguisme » à sens unique et à l'avantage d'une seule langue étrangère, a-t-il été mis en débat et tranché démocratiquement par le peuple français ?

En réalité, ce que - quitte à forger un néologisme - il faut bien appeler un *linguicide* - renvoie à *un projet politique global et cyniquement destructif*.

C'est le Baron Seillière, ex-président du MEDEF devenu président du Syndicat patronal européen, qui dès 2006 provoquait le départ courroucé de J. Chirac en déclarant devant le Conseil des chefs d'États européens que, dorénavant, il ne s'exprimerait plus au titre de *BusinessEurope* « *qu'en anglais, la langue des affaires et des entreprises* ». Ce sont les milieux oligarchiques intervenant dans l'Hexagone (peut-on encore dire « français » ?) qui déclarent cyniquement que « *la France a un handicap, sa langue* ». C'est aussi et surtout le projet antinational et pseudo-internationaliste (en réalité impérial et supranational !) qu'expose le Manifeste du MEDEF intitulé *Besoin d'aire* (2012). On y apprend que pour gagner les premières places dans la mondialisation capitaliste, le MEDEF est décidé à dissoudre la République française sociale, souveraine et indivisible dans « les États-Unis d'Europe », à substituer aux communes et aux départements une glaciale euro-métropolisation du territoire national, ce nouvel ensemble institutionnel étant solidement arrimé à l'*Union transatlantique* que dessinent déjà le CETA (libre-échange avec le Canada), le TAFTA (fort loin d'être enterré) et, bien entendu, l'OTAN chapeautant l'armée française en marche vers sa dissolution dans la « défense européenne ».

Le projet est donc clair : plaçant au-dessus de tout sa quête planétaire du profit maximal, *le grand patronat veut dissoudre notre pays*, et avec lui ses acquis sociaux issus du Conseil National de la Résistance, ses conquêtes démocratiques héritées de la Révolution et l'esprit frondeur porté par des siècles de littérature française (de Rabelais

à Aragon en passant par Molière, Diderot ou Hugo) et francophone (Césaire, Fanon, Félix Leclerc, Kateb Yacine...), dans un *Empire transcontinental* au sein duquel Washington et Berlin, tantôt rivaux, tantôt complices tiendront les premiers rôles pendant que Paris briguera, en anglais bien sûr, le rôle du premier valet. Pour consolider cette construction impériale déshumanisée, il faut instituer à marche forcée une langue, ou plutôt, une *novlangue*, voire une *non-langue* passe-partout, coupée de l'histoire des peuples (et largement étrangère d'ailleurs à l'anglais lui-même !), ce *globish* imbibé d'idéologie néolibérale. Car la langue ne porte pas seulement des sons : elle structure la pensée - ou la non-pensée ! - et le projet *globalitaire* d'une langue unique transcontinentale, voire mondiale, est porteur d'une visée non moins dévastatrice pour le pluralisme culturel mondial que ne l'est, pour la biodiversité naturelle, la course généralisée au profit maximal.

Autre retombée terrible de ce projet mortifère, qui est au plurilinguisme véritable ce que le « travail détaché » est à la solidarité internationale des travailleurs, le *World Business* escompte que l'émergence d'une langue unique « transatlantique » parachèvera la *dé-segmentation européenne et mondiale du marché du travail* ; ce qui, dans le contexte capitaliste d'un chômage massif, ne peut qu'exacerber la concurrence effrénée sur chaque emploi avec des effets délétères sur le salaire et les conditions de travail de tous. Déjà de nombreux travailleurs souffrent de cette « contrainte à l'anglais » qui aggrave l'exclusion et les inégalités et qui impose déjà une forme de « préférence nationale à l'envers » à l'embauche (en faveur des *English Mother Tongue* = ces cadres anglophones de naissance, que recrutent illégalement certaines offres d'emploi !) qui n'est pas moins ignoble que la « préférence nationale » lepéniste. C'est l'*obsolescence programmée de la Francophonie internationale* et des possibles liens économiques, intellectuels et moraux que peut contribuer à nouer une langue parlée sur cinq continents et forte de ses diversités ; c'est aussi un *point final honteux mis à l'histoire de France* : car sans sa langue, notre pays ressemblerait fort à ce « couteau sans manche dont on a égaré la lame » dont se gaussait naguère Lichtenberg.

Placé devant ce tableau effarant, nous n'avons cure de supplier les oligarchies politico-économiques de défendre une langue, une loi (la loi Toubon-Tasca de 1994), voire une obligation constitutionnelle que ces prétendues élites sont les premières à violer. C'est donc devant le *peuple français*, qui fit 1789 et la Commune, 1936 et la Résistance antifasciste, que...

NOUS ACCUSONS :

- ▶ *l'oligarchie financière* de stranguler le français au même rythme qu'elle asphyxie le *produire en France*, les services publics, le Code du travail, les statuts, le pouvoir d'achat populaire, les retraites par répartition et la protection sociale, avec pour seul souci la *mondialisation des profits* ;
- ▶ *l'Union européenne*, dont l'alignement atlantique est tel que, violant ses propres traités qui l'obligent à défendre la diversité culturelle des États membres, Bruxelles officialise de plus en plus l'anglais comme langue de communication alors même qu'avec le Brexit, *l'anglais n'est plus langue officielle déposée d'aucun État membre de l'Union* !
- ▶ Les « *collabos de la pub et du fric* » (dixit Michel Serres) qui, à défaut de manifester la moindre créativité poétique, saccagent notre espace mental avec leurs pauvres *French Bank, Blue Sky, The Voice* et autres *Oui-go* (*Oui* servant de faux nez à *We*), pour n'évoquer que les « exploits » des communicants des ex-services publics privatisés ou en passe de l'être ;
- ▶ Plus que tout autre, *nous accusons le chef de l'État et son gouvernement*, dont la duplicité et l'effronterie linguistiques sont sans limites. Car derrière les grands discours sur la Francophonie universelle prononcés devant l'Académie française, *le chef de l'exécutif promeut le tout-anglais par tous les moyens* : soutenant la candidature d'une personnalité rwandaise à la présidence de l'OIF alors que le Rwanda a préféré l'anglais au français comme langue officielle Macron ne sait plus quoi inventer pour officialiser l'anglais sur notre sol même (« *Make the planet*

great again », « *One planet's Summit* » organisé à Paris, prolifération d'anglicismes « managériaux » dans les discours présidentiels, etc.) ; quant aux entreprises où l'État est encore majoritaire, elles ont toute licence pour angliciser leurs enseignes au mépris de l'article II de la Constitution et de la loi Toubon. Et le message est reçu 5/5 par nombre de hiérarques locaux qui « vendent » désormais leurs « territoires » (*In Annecy Mountain, Loire Valley, Only Lyon, Lorraine Airport, Share slogan J.O. Paris*) en bradant notre langue commune, coeur de notre patrimoine culturel et *premier service public de France*.

En revanche, **NOUS ADJURONS LES FORCES DU TRAVAIL ET DE LA CRÉATION** de (se) défendre (elles-mêmes en défendant) la langue française qui porte l'histoire de notre peuple dans toutes ses contradictions, et qui reste inséparable de son projet émancipateur universaliste.

Dans cet esprit, nous adjurons...

- ▶ *les syndicalistes ouvriers* et employés, cadres, étudiants, enseignants, paysans, de *résister* à l'accompagnement mental de la casse néolibérale et à la *servitude volontaire* que porte la soumission pseudo-ludique à la langue des Maîtres ;
- ▶ *les militants progressistes* de défendre la *langue du peuple*, cette langue qui, aux dires d'Aragon, directeur des *Lettres françaises* clandestines, fut l'ultime point d'appui de la Résistance antifasciste quand notre pays était occupé, humilié, fascisé, dépecé ; *pas d'insoumission civique sans insoumission culturelle et linguistique* ! Ce combat peut et doit être internationalisé tant les langues des pays voisins de la France sont ébranlées par la même gangrène du tout-anglais !
- ▶ *les scientifiques* de refuser les fausses facilités d'une langue mondiale unique qui, sous couvert de communication universelle, conduit à une uniformisation dommageable des problématiques et des modes de pensée, alors que *l'universalité du vrai se construit à partir de la diversité des approches* ;
- ▶ *les écrivains, les poètes, les chanteurs de langue française* de rendre à leur langue une partie de ce qu'ils lui doivent, non seulement en la faisant vivre et en la renouvelant par leurs créations, mais en prenant position publiquement contre le tout-anglais destructeur qui peut finir par faire basculer l'ensemble du patrimoine francophone dans l'oubli, ou, pis encore, dans la muséification ; *défendez votre langue comme les ouvriers défendent les machines de leur usine délocalisée et comme les paysans défendent la terre qu'ils cultivent* ! Cet appel s'adresse aussi aux compositeurs, plasticiens, cinéastes, photographes, danseurs, architectes, qui, parfois à leur insu, portent dans leurs oeuvres la petite musique si singulière de notre langue.

À l'approche du 480ème anniversaire (1539) de l'*Ordonnance de Villers-Cotterêts* par laquelle François 1er, inspiré par le poète Joachim du Bellay, fit du « langage maternel françois » la langue de l'État-nation en formation, Macron voudrait masquer le *linguicide* en cours derrière une entreprise de muséification perfide, voire perverse. Certes, la restauration par l'État du Château de Villers-Cotterêts n'a que trop tardé. Mais dans le contexte de l'arrachage linguistique actuel, et placée sous l'égide d'un pouvoir maladivement atlantiste et anglomane, la commémoration par Macron de Villers-Cotterêts, sa célébration hypocrite de la Journée mondiale de la Francophonie (20 mars), auront-elles une autre fonction politique que celle d'un stratagème visant à masquer le *linguicide* du français en cours ?

Certains que la défense du français, celles des autres langues nationales d'Europe, mais aussi, bien entendu, celle des *langues régionales de France*, ce patrimoine indivisible de la nation qu'il ne faut pas opposer à la langue française et à la citoyenneté républicaine communes, relèvent d'un internationalisme progressiste bien compris, refusant catégoriquement la *politique inavouable* d'uniformisation linguistique en tant qu'elle est porteuse de

politique, d'économie et de pensée *uniques*, nous proclamons à la face de Macron, des eurocrates bruxellois et de l'oligarchie capitaliste qui les commande : *la flamme de l'insoumission linguistique ne s'éteindra pas.*

Au contraire, c'est sans vous, malgré vous et contre vous, Messieurs les casseurs de langues, de pays et d'humanité, *que cette flamme rebelle accompagnera et nourrira toutes les autres formes de résistance civique et sociale.*

Georges Gastaud, président exécutif de l'[Association CO.U.R.R.I.E.L.](#) (COllectif Unitaire Républicain pour la Résistance, l'Initiative et l'Emancipation Linguistiques)